



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

*Les Canadiens contribuent
à un monde meilleur*



AFGHANISTAN

Canada 

ISBN 0-662-68987-9

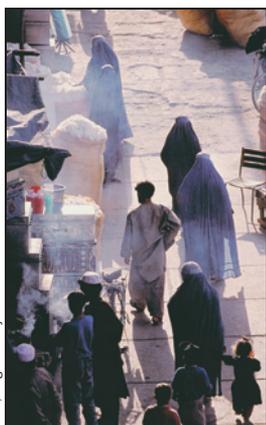
N° de catalogue D2-170/2005

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Imprimé au Canada

Photographie de couverture : ACDI, Pedram Pirnia

Les Canadiens contribuent à un monde meilleur en Afghanistan



ACDI, Roger Lemoyne

Afghans dans un marché de Kaboul.

L'Afghanistan, l'un des pays les plus pauvres du monde, se remet lentement de plusieurs décennies de guerre et d'oppression, et d'une sécheresse dévastatrice survenue plus récemment. Pays enclavé de l'Asie du Sud, l'Afghanistan a à peu près la superficie du Manitoba, et sa population est d'environ 30 millions, soit un peu moins que la population canadienne. L'Afghanistan a plusieurs groupes ethniques et deux langues officielles.



Carte de l'Afghanistan.

Approche multiforme

Les raisons qui ont justifié l'engagement initial du Canada en Afghanistan n'ont pas changé. Notre principal objectif est d'aider l'Afghanistan à devenir un État démocratique sécuritaire et autosuffisant qui ne servira plus jamais de refuge aux terroristes.



ACDI, Pectram Pirnia

Des fillettes afghanes jouent dans les rues de Kaboul.



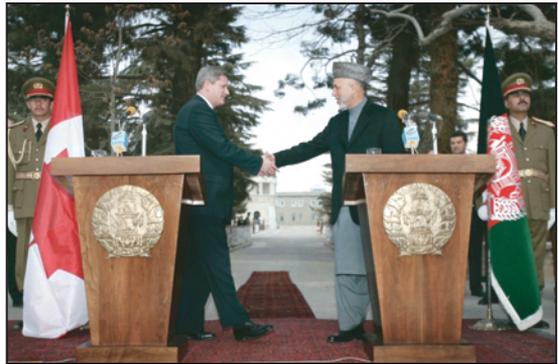
Inauguration de la chancellerie de l'ambassade du Canada, à Kaboul, en Afghanistan.

Le Canada a rétabli ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan en janvier 2002, après la chute du régime des talibans. Récemment, nous avons agrandi l'ambassade du Canada, qui a ouvert ses portes en septembre 2003 à Kaboul, capitale de l'Afghanistan.

L'Afghanistan fait face à de nombreux défis, y compris la réforme du secteur de la sécurité, la réduction de la production et du trafic de stupéfiants, la promotion

des droits de la personne et de l'égalité des sexes, la bonne gouvernance et la reconstruction économique. Ce sont là des objectifs qui se renforcent mutuellement et qui doivent être poursuivis simultanément.

Afin de réaliser ces objectifs, nous avons adopté une approche intégrée et concertée. En mettant à contribution les ressources et l'expertise de tous les niveaux de gouvernement, ainsi que celles de ses militaires et de sa population civile, le Canada joue un rôle actif en Afghanistan : il aide les autorités afghanes à stabiliser le pays, à améliorer la gouvernance et à réduire la pauvreté.



Le premier ministre Stephen Harper serre la main du président de l'Afghanistan, Hamid Karzai, à Kaboul, en Afghanistan.

Le Canada investit des ressources humaines et financières considérables en Afghanistan, et il contribue de façon significative à la consolidation de la paix et au renforcement de la sécurité humaine :

- Depuis le 11 septembre 2001, plus de 14 000 membres des Forces canadiennes se sont déployés dans la région.
- Le Canada s'est engagé à verser, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), plus de 656 millions de dollars d'aide au développement à l'Afghanistan de 2001 à 2009.



La feuille d'érable, Vol. 7, N° 28, p. 4

Chaque printemps, l'arrivée de tribus nomades provenant de toutes les régions de l'Afghanistan à Qal'eh-ye Moheb, petit village de la banlieue de Kaboul, cause des frictions avec les résidents à cause du manque d'eau. Conscients de ce problème, les officiers des Forces canadiennes chargés de la coopération civilo-militaire (COCIM) ont travaillé avec les autorités locales et un entrepreneur afghan pour creuser deux puits financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



Cplc Brian Walsh, SMA(AP)/Combat Camera

Le Lieutenant-général (à l'époque) Rick Hillier reçoit le drapeau de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) des mains du Général Gerhard Back, Commandant en chef des Forces alliées Nord-Europe de l'OTAN, le 9 février 2004, lors de la prise de commandement de la FIAS par le Canada.

- Pour appuyer les efforts de notre ambassade à Kaboul, nous avons mis en place un vaste réseau de plus de 70 agents diplomatiques qui travaillent régulièrement sur l'Afghanistan (à leur quartier général et dans le cadre de diverses missions à l'étranger), et qui fournissent le soutien politique qui garantit une bonne coordination stratégique des opérations du Canada en Afghanistan.

Stabiliser l'Afghanistan

Notre engagement en Afghanistan a commencé peu après les événements du 11 septembre 2001. Nous avons déployé notamment dans la région des troupes provenant du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, pour appuyer la campagne internationale contre le terrorisme. Depuis, plus de 14 000 membres des Forces canadiennes ont été déployés dans la région sous l'égide de l'OTAN et de l'ONU.



MDN/FC

Le cap. Bob Hart de la GRC distribue un manteau à un membre de la police nationale afghane (PNA) en prévision de l'hiver. Les vêtements donnent également aux membres de la PNA une apparence plus uniforme et plus professionnelle. On a également distribué d'autres articles, notamment des bottes, des gants, des gilets réfléchissants et des lampes de poche.



Cpl John Bradley, 3 R22-R

Le Sergent Frédéric Caron, de la Compagnie C du Groupe-bataillon du 3^e Bataillon, Royal 22^e Régiment, salue un groupe d'enfants d'un petit village pendant une patrouille dans les montagnes au sud de Kaboul, en Afghanistan.

Pour assurer la sécurité, il faut une force de police civile qui est stable, fiable et bien organisée. Le Canada, par l'intermédiaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et d'autres forces civiles et militaires déployées en Afghanistan, a fourni des programmes d'entraînement, des conseils et des équipements pour aider l'Afghanistan à bâtir un pays plus

stable et plus sécuritaire, et à maintenir l'État de droit. Parmi les initiatives qui ont été prises, il y a la distribution d'équipements opérationnels à la Police nationale afghane, la réparation de véhicules, et l'aide à la reconstruction de postes de police. Nous avons contribué à l'entraînement des policiers afghans dans des domaines comme les opérations policières, la sécurité des armes à feu et le contrôle de la circulation.

Les deux premières phases du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) en Afghanistan ont été terminées avec succès le 7 juillet 2005. Grâce au financement assuré par l'ACDI, le Canada a été le deuxième plus gros donateur du programme DDR. Notre ambassade a joué un rôle essentiel dans la supervision du processus.

Cpl Robert Bottrill, SMA(AP)/Combat Camera



Des membres de l'équipe de neutralisation des explosifs et munitions du 1^{er} Régiment du génie préparent des munitions qui seront neutralisées au Chantier de démolition central à Kaboul, en Afghanistan.

Pour assurer la sécurité, il faut collecter et éliminer les armes et les munitions. Le Canada a joué un rôle clé dans ce processus. Outre le financement assuré par l'ACDI, le Canada a négocié un accord autorisant le transport des armes lourdes de la Milice afghane dans des sites d'entreposage en banlieue de Kaboul. La collecte des armes lourdes met en jeu le ministère afghan de la Défense et les forces de la FIAS.

Plus de 63 000 ex-combattants et miliciens ont été démobilisés, et plus de 35 000 armes ont été collectées. Le Canada demeure déterminé à mener à bien la dernière phase du processus, la réintégration, qui consiste à donner aux ex-combattants une éducation, une formation et/ou des possibilités d'emploi.



Cplc Brian Walsh, SMA(AP)/Combat Camera

Des pièces d'artillerie de la Milice afghane sont chargées dans un camion en prévision de leur entreposage en banlieue de Kaboul.



ACDI

Quatre experts de la police canadienne partagent leur expertise avec des chefs et des agents de police, y compris des femmes, en Afghanistan. La tâche a été beaucoup plus difficile qu'on aurait pu le prévoir. Le chef d'équipe Claude Rochon, ancien chef de police de la Communauté urbaine de Montréal, nous a donné les précisions suivantes : « Personne ne connaît le nombre exact d'agents de police en Afghanistan. Les talibans

ont détruit tous les documents qu'ils ont pu trouver. Il n'y avait aucun ordinateur, aucun poste de police, et peu d'agents avaient un uniforme ou étaient payés. »

Parmi les membres de l'équipe canadienne, il y avait aussi Serge Barbeau, professeur agrégé à l'Université de Montréal; François Hummell, de Navan (Ontario), ancien agent de la GRC à la retraite qui possède une vaste expérience des missions de maintien de la paix de l'ONU; et Tonita Murray, directrice du Collège canadien de police, à Ottawa.

En Afghanistan, ils ont prodigué des conseils sur la façon d'améliorer la formation des agents de niveau supérieur, sur la façon d'élaborer des politiques générales en matière de police, et sur la façon de recruter des agents de police de sexe féminin.

Contribution de Dan Kelly



Dan Kelly scrute le relief afghan à la recherche d'un ennemi invisible : des milliers de mines terrestres enterrées. Il était directeur de l'UNMACA à l'époque. Chaque fois qu'il trouve une mine terrestre et qu'il la neutralise, il contribue à sauver des vies et à redonner leur gagne-pain à des milliers de fermiers afghans. Ancien major des Forces canadiennes, Dan a commencé à s'occuper de l'élimination des mines terrestres au Cambodge en 1994.

Les mines terrestres affectent une superficie de 850 kilomètres carrés dans les vallées les plus fertiles de l'Afghanistan. Elles empêchent les réfugiés de rentrer chez eux, les fermiers de cultiver leurs champs, et les enfants d'aller à l'école. Par l'entremise du Centre de lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan (UNMACA), le Canada est un des principaux contributeurs à la lutte contre les mines, qui

inclut le déminage, la sensibilisation au danger posé par les mines, et la réhabilitation des victimes. L'élimination des mines est indispensable pour rétablir la vie économique et sociale dans les zones contaminées. Le Canada est également le principal responsable d'un projet qui vise à collecter et à détruire tous les stocks de mines antipersonnel et toutes les munitions dangereuses, inutilisables et excédentaires.

Pour assurer la sécurité, il faut également mettre fin à la culture de l'opium et au trafic de drogue. Par le biais du Projet de renforcement des capacités de lutte antidrogue en Afghanistan et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Canada appuie les efforts du gouvernement afghan pour renforcer sa capacité de lutte contre le trafic de drogue. Des membres clés des professions juridiques, notamment des juges, des procureurs et des enquêteurs, reçoivent une formation spécialisée. De plus, les palais de justice et les centres de détention sont aménagés de façon à fournir l'infrastructure physique requise pour détenir et juger les trafiquants présumés. Par l'intermédiaire de l'ACDI, le Canada appuie également un certain nombre d'initiatives qui visent à aider les fermiers afghans à faire vivre leur famille tout en renonçant à la culture illégale du pavot. Ces initiatives contribuent au développement d'activités économiques de remplacement en améliorant les infrastructures rurales, les pratiques agricoles et la diversification des cultures.

À la fin de l'automne 2005, les opérations militaires du Canada se sont déplacées de Kaboul à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. Le Canada a également déployé une force opérationnelle d'environ 2 200 membres qui comprend une brigade multinationale dirigée par le Canada et une Équipe de reconstruction provinciale (ERP). L'ERP réunit des membres des Forces canadiennes, des policiers civils, des diplomates et des spécialistes du développement, et cette équipe intégrée s'efforce d'aider le gouvernement à stabiliser et à reconstruire la région de Kandahar.



Cpl Robert Bottrill, SMA(AP)/Combat Camera

L'Organisation pour le déminage et la reconstruction de l'Afghanistan tient une réunion pendant une journée de perfectionnement professionnel consacrée aux opérations de déminage humanitaire de l'ONU.



Le premier ministre Stephen Harper en compagnie du Brigadier-général David Fraser, commandant de la Brigade multinationale, qui est menée par le Canada et qui relève du Commandement régional du Sud, en Afghanistan.

Les Forces canadiennes mènent des projets de coopération civilo-militaire (COCIM) qui relèvent de deux catégories : ceux qui visent à établir des relations de confiance avec la communauté internationale et les administrateurs du gouvernement afghan; et ceux qui utilisent les fonds consacrés à la COCIM pour permettre aux Afghans de réaliser de modestes projets communautaires. La COCIM crée des liens et des relations de confiance entre les militaires et la population afghane. Les équipes COCIM tiennent également des réunions régulières avec les autorités municipales, la police et les agences internationales.

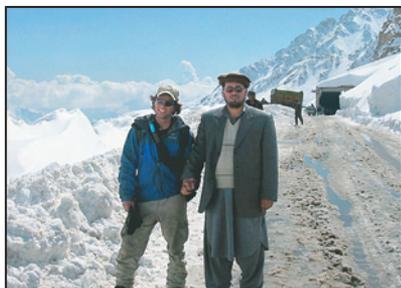
Améliorer la gouvernance

La mise en place d'institutions démocratiques est essentielle pour assurer la sécurité, la stabilité et la prospérité à long terme. En 2004, l'Afghanistan a adopté une nouvelle constitution qui protège les droits de la personne et qui a été élaborée par un Grand Conseil afghan (Loya Jirga), et il a adopté une loi électorale.



AEC, Eileen Olextuk

Un peu plus de huit millions d'Afghans ont voté lors de la première élection présidentielle jamais tenue en Afghanistan, le 9 octobre 2004. Quarante pour cent de ces électeurs étaient des femmes.



ACDI

Avec un chasse-neige et une boîte de scrutin, Chris McGeough, de Calgary – homme de terrain de l'ONU – a aidé les gens à s'inscrire pour l'élection de 2004. « Le simple fait d'amorcer le processus d'inscription des électeurs a créé tout un émoi en ville », nous a-t-il déclaré. « Les efforts que nous déployons pour changer les choses suffisent à donner de l'espoir aux gens. »

Depuis 2001, le Canada a consacré plus de 33 millions de dollars au développement du processus démocratique en Afghanistan. Le Canada a appuyé pleinement l'élection présidentielle de l'automne 2004, ainsi que les élections législatives et provinciales de septembre 2005. Plus de 12 millions d'Afghans – plusieurs fois le nombre prévu – se sont enregistrés pour voter lors de ces élections successives. En décembre 2005, le Parlement afghan s'est réuni pour la première fois en plus de 30 ans, donnant une voix aux Afghans et posant les bases d'un Afghanistan stable et prospère.



Loya Jirga, octobre 2004

Après des semaines de délibération, une Loya Jirga constitutionnelle réunissant 502 délégués (y compris 114 femmes) de toutes les régions du pays a approuvé la nouvelle constitution de la « République islamique d'Afghanistan » et établi un système présidentiel fondé sur l'Islam. (Octobre 2004)

Dans le cadre de son engagement en faveur du processus démocratique de l'Afghanistan, le Canada a appuyé l'éducation civique et les contrôles aux bureaux de vote, ainsi que l'inscription des électeurs. Nous avons contribué à surveiller le déroulement des élections et à assurer la sécurité.

Conscient du fait qu'une société civile démocratique et dynamique a besoin de médias indépendants, le Canada a aidé l'Afghanistan à élaborer des lois qui protègent les médias, et il a offert une formation spéciale aux journalistes chargés de couvrir les élections. Les Canadiens ont également contribué à former des femmes journalistes qui ont ouvert des stations de radio indépendantes.



ACDI, Pedram Pirnia

Jaime Little, reporter au Service du Nord de Radio-Canada, a parcouru la moitié du globe pour enseigner la radiodiffusion aux femmes afghanes et leur redonner une voix – pas seulement au marché ou à l'école, mais aussi sur les ondes. « Elles apprennent très vite », nous a-t-elle confié. « Certaines d'entre elles n'avaient jamais vu un microphone, et pourtant, elles produisent déjà des reportages complexes sur des sujets extrêmement difficiles. C'est stupéfiant, et c'est une leçon d'humilité. »

Réduire la pauvreté

Le développement, la bonne gouvernance et la sécurité sont indissociables. L'engagement du Canada en faveur du développement de l'Afghanistan remonte aux années 1980.

Un endroit où travailler

Le Canada est le principal pays donateur du Mécanisme de microfinancement et de soutien en Afghanistan (MISFA), un programme de microfinancement qui aide les petits entrepreneurs, en particulier les femmes, à sortir de la pauvreté grâce à la création de petites entreprises.



ACDI

Cette veuve afghane a reçu un prêt modique qui lui a permis d'ouvrir un magasin. Elle aide d'autres veuves à lancer leur propre petite entreprise.

Aide aux Afghans des régions rurales

La plupart des Afghans vivent dans des régions rurales, et ils dépendent de l'agriculture pour leur survie. Par l'entremise du Programme de solidarité nationale et du Programme national de développement axé sur les régions, le Canada a aidé des centaines de milliers d'Afghans des régions rurales à reconstruire leurs infrastructures, à réintégrer les réfugiés, à démobiliser les ex-combattants, à rétablir la gouvernance communautaire et à créer des emplois durables, sans compter les autres initiatives qui ont été prises pour amener les Afghans à prendre en main leur destinée.



ACDI

M. Iqbal Kermali, spécialiste canadien de l'agriculture, a aidé 100 000 fermiers, dans 180 villages, à prendre les mesures qui s'imposent pour passer de l'aide alimentaire à l'autosuffisance alimentaire. « L'aide alimentaire a gardé les gens en vie pendant les années difficiles », a-t-il souligné. « Maintenant, les revenus sont à la hausse, la malnutrition est en voie de disparition, et le taux de survie des enfants augmente. »

L'éducation est synonyme d'espoir pour l'avenir

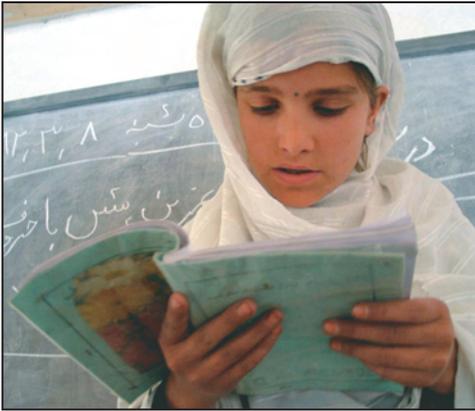
La Canadienne Susan Bellan, fondatrice de Breaking Bread for Women, s'efforce d'apporter de l'espoir à une génération entière de femmes qui sont analphabètes à cause des régimes successifs qui leur ont refusé les libertés et les droits fondamentaux. Pendant les cinq années du régime taliban, les filles n'ont pas été autorisées à fréquenter l'école.



ACDI

Ce centre d'éducation à Kaboul a de la difficulté à répondre à la forte demande. Des cours sont organisés partout où il y a de l'espace : sur les planchers, et même dans le sous-sol. Ces jeunes femmes sont motivées et désireuses d'apprendre.

ACDI, Pedram Pirnia



Bien qu'elle soit à la fin de son adolescence, cette jeune femme a maintenant la possibilité de terminer son cours primaire. Elle fréquente une école improvisée qui a été aménagée dans un sous-sol, et en plus d'apprendre à lire et à écrire, elle étudie les droits que lui confère la nouvelle constitution.

Les efforts concertés de la communauté internationale contribuent à un monde meilleur. Aujourd'hui, 4,8 millions d'enfants afghans – dont près d'un tiers sont des filles – ont repris le chemin de l'école.



Contribution de Sgr. Najjils

Le Sergent Mariangeles Najjils, en mission à Kaboul comme membre du peloton COCIM des Forces canadiennes, a dirigé un projet qui vise à transformer le site de la dernière bataille des talibans à Kaboul en une école pour plus de 1 000 enfants. « C'est très symbolique », a-t-elle déclaré. Un bâtiment militaire entouré de pierres tombales deviendra un centre d'apprentissage. »

Changer le cours des choses

Gâce à une approche intégrée, les Canadiens influencent vraiment le cours des événements en Afghanistan. En effet, la situation en Afghanistan demeure fragile. En renforçant sa présence en Afghanistan, en particulier dans le sud, le Canada contribue à rétablir la sécurité et la stabilité partout au pays. Nous croyons que tous les citoyens ont le droit de vivre en paix et dans la prospérité, libérés de la peur et de la violence. L'adoption d'une constitution et la tenue d'élections présidentielles, législatives et provinciales sont des succès impressionnants qui prouvent la détermination du peuple afghan. Il y a des réussites afghanes auxquelles le Canada peut se vanter d'avoir contribué, car il est un des principaux donateurs qui appuient les programmes de sécurité et de développement.



Cpl John Bradley, 3 R22^eR

Le Sergent Gaétan Cyr avec des enfants de l'École Omara Khan, à Kaboul.

Kaboul : une capitale trépidante

Les destructions de la guerre civile sont encore visibles à Kaboul, mais il y a aussi des signes que la ville croît rapidement, avec ses immeubles modernes qui surplombent des bazars animés. Les rues sont remplies d'autobus, de taxis, de voitures, de chars tirés par des bœufs, et de gens qui se disputent l'espace disponible. Le bruit de la musique se mélange à celui des klaxons, car les postes de radio s'allument à 7 h du matin et demeurent ouverts jusqu'à très tard le soir.

Le commerce se porte bien : les boutiques proposent des articles de toutes sortes. Bird Street porte un nom approprié, tandis que Chicken Street vend bien d'autre chose que du poulet! Dans le parc Shahre Naw, les gens jouent au volley-ball et au cricket, prennent du soleil et discutent. Ce sont là des signes d'une paix retrouvée et d'un nouvel espoir pour la ville.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les programmes et les services du Canada à l'appui de ses efforts à l'étranger, dont la reconstruction et la stabilisation de l'Afghanistan, visitez le

www.canada-afghanistan.gc.ca

ou composez le

1-800-0-CANADA (1-800-622-6232)

Si vous vous servez d'un téléimprimeur, composez le

1-800-926-9105